

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 20 FEVRIER 2024

Liste des présents

Membres à voix délibérative

Collège des élus (7/52)	Jacques MESAS Christian BRAUX Anthony BROSE Sylvain COUTANT Line FLEURY Francis LAURENT Magali SAUTREUIL	Président de la CLI Conseil départemental du Loiret Député du Loiret Dampierre-en-Burly Conseil départemental du Loiret Sully-sur-Loire Conseil régional Centre-Val de Loire
Collèges non élus (11/28)	Michel TINDILLERE Robert BONSERGENT Pierre BRUN André COPIN Danielle COURDEAU Mary-Bridget FOUCHER Fabrice GORECKI Gilbert GUERIN Philippe GUISET Michel LUPART Georges SAPY	Vice-Président de la CLI UDAF Loiret UFC-Que choisir SFEN Val de Loire ACIRAD Centre-Val de Loire ACIRAD Centre-Val de Loire CMA du Loiret Fédération de pêche du Loiret Groupement de Gendarmerie du Loiret AEPN Sauvons le Climat

Membres à voix consultative

Exploitant EDF	Laurent BERTHIER Esther VOLOZAN	Directeur du CNPE de Dampierre CNPE – Cheffe de mission Communication
Autorité de sûreté nucléaire	Albane FONTAINE Christian RON Caroline BASTIEN	Cheffe de la Division d'Orléans de l'ASN Division d'Orléans – Chef du Pôle REP Division d'Orléans – Inspectrice du travail, de la sûreté et du transport
Préfecture du Loiret	Arnaud BOULAY Louise ALBERT Jennifer BELOUIN Adrien THEVELEIN	Chef du BPDC Adjointe au chef du BPDC BPDC BPDC
Secrétariat	Maud MICHEL	CD45

Liste des absents excusés

Didier BERRUE	<i>Commune de Saint-Père-sur-Loire</i>
Serge BOSSEMAN	<i>Commune de Saint-Père-sur-Loire</i>
Franck BOULANJON	<i>Directeur de Cabinet de Madame la Préfète</i>
Pascal CROZAT	<i>Commune de Gien</i>
Clara de BORT	<i>ARS Centre-Val de Loire</i>
Aude DENIZOT	<i>Conseil départemental du Loiret</i>
Frédéric ENCELLE	<i>CFDT Chimie-Energie</i>
Hubert FOURNIER	<i>Commune de Neuvy-en-Sullias</i>
Hervé JACQUIER	<i>Communauté de Communes Berry-Loire-Puisaye</i>
Philippe LANRIOT	<i>Commune de Saint-Gondon</i>
Laurent LHOSTE	<i>Commune de Briare</i>
Didier MARTIN	<i>Commune de Sully-sur-Loire</i>
Serge MERCADIE	<i>Commune de Dampierre-en-Burly</i>
Valérie MERCIER	<i>CFDT Chimie-Energie</i>
Philippe NICOLAS	<i>Commune de Coullons</i>
Michael RICOU	<i>FO</i>
Philippe THUILLIER	<i>Commune de Germigny-des-Prés</i>
Joël TURPIN	<i>Commune de Saint-Martin-d'Abbat</i>

Compte rendu

1/ Approbation des comptes rendus des réunions du 13 juin 2023 et du 16 novembre 2023

M. Jacques MESAS, Président de la CLI, demande si des participants ont des remarques à formuler sur les comptes rendus des séances plénières du 13 juin 2023 et du 16 novembre 2023 (réunion publique).

Aucune remarque n'étant formulée par l'assemblée, les comptes rendus sont adoptés à l'unanimité.

2/ Actualités du CNPE* de Dampierre

M. Laurent BERTHIER – Directeur du CNPE

2.1- Etat des tranches et production :

Les tranches n°1 et 4 sont actuellement en production, les tranches n°2 et 3 sont en arrêt :

- La tranche n°2 est en arrêt pour maintenance (visite partielle) depuis le 03 février 2024. L'arrêt devrait durer 85 jours, pour un redémarrage prévu le 28 avril 2024.

- La tranche n°3 est en arrêt pour VD4* (cf. lexique en annexe 1) depuis le 23 septembre 2023. Les gros travaux prévus lors de cet arrêt ont été réalisés, les contrôles ont été faits, la cuve est rechargée en combustible. La tranche est en cours de redémarrage, pour une remise en service prévue le 11 mars 2024.

Le planning prévisionnel pour cet arrêt a été tenu, les étapes principales ont été menées à l'heure, ce qui est remarquable pour un arrêt de ce type.

En 2023, la production d'électricité par le CNPE de Dampierre s'est élevée à 22 TWh*, ce qui représente 7% de la production d'électricité nucléaire en France et 6 fois la consommation annuelle d'électricité du Loiret.

2.2- Résultats Sûreté :

Un des objectifs des visites décennales est d'apporter des améliorations aux installations : environ 70 modifications matérielles sont réalisées pendant les VD4, permettant l'amélioration de la sûreté des installations.

Par ailleurs, en lien avec le retour d'expérience de l'accident de Fukushima, un nouveau centre de crise local est en cours de construction sur le site et devrait être opérationnel en 2025.

En 2023, 7 événements significatifs sûreté (ESS*) de niveau 1 ont été déclarés à l'ASN*. C'est un meilleur résultat qu'en 2022 (10 ESS déclarés), mais le CNPE de Dampierre reste en retrait par rapport à la moyenne du parc nucléaire français.

Les arrêts automatiques réacteur (AAR*) se déclenchent lorsqu'un paramètre d'exploitation (température, pression...) dépasse les objectifs fixés. Ils peuvent donc être considérés comme un marqueur de la qualité d'exploitation.

En 2023, 1 AAR s'est produit sur le site de Dampierre.

5 exercices de crise de grande ampleur ont été réalisés par la centrale l'année dernière.

Sur le site de Dampierre, une filière indépendante de sûreté, composée de 8 ingénieurs EDF, intervient en supervision afin de garantir la bonne déclaration des événements de sûreté. En parallèle, l'ASN a réalisé 45 inspections sur le site en 2023, dont 18 inopinées.

Enfin, une inspection globale d'excellence (Peer Review*) a eu lieu à partir du 23 janvier 2024 et pendant 3 semaines Il s'agit d'évaluations internationales extrêmement poussées.

2.3- Résultats Sécurité :

Les résultats en matière de sécurité pour 2023 peuvent être qualifiés d'historiques : division par 2 des accidents avec et sans arrêts (taux de fréquence Tf2* de 4,2) et aucun accident grave, malgré une forte activité. Le CNPE de Dampierre fait ainsi figure de référence au niveau national dans ce domaine.

Le risque incendie représente le risque premier sur une centrale nucléaire, du fait notamment de la réalisation de travaux de maintenance et de la présence de matériels fonctionnant avec de l'huile. Six exercices incendie ont été réalisés sur la centrale en 2023. Le CNPE a signé une convention avec le SDIS pour permettre un bon entraînement des équipes du site.

Un travail est également mené avec le SDIS pour renforcer la couverture opérationnelle, notamment pendant les heures ouvrables.

Le domaine sécuritaire représente un enjeu majeur, car le risque augmente en permanence.

Un plan d'amélioration a été développé sur le site : mise en place d'un peloton spécialisé de protection de la gendarmerie (PSPG*), renforcement du dispositif sécuritaire, mise en place d'un système biométrique, remplacement des clôtures (clôtures détectrices de plus de 5 m de hauteur)... Par ailleurs, 9 exercices ont été réalisés en 2023 avec les équipes de la gendarmerie.

2.4- Résultats Environnement :

Les seuils réglementaires relatifs aux rejets radiologiques ont été respectés tout au long de l'année 2023 (pas de dépassement).

Il est rappelé que le CNPE n'a pas d'impact thermique sur la Loire grâce à la présence d'aéroréfrigérants.

La consommation d'eau, nécessaire pour compenser l'évaporation au niveau des aéroréfrigérants, s'élève à 0,7 m³/s par réacteur à plein régime, ce qui est très faible en comparaison du débit de la Loire.

En 2023, la gestion rigoureuse du débit de la Loire a permis de conserver un débit toujours supérieur à 50 m³/s (sauf sur 1 journée en octobre). Sachant que les premières contraintes en matière de rejet interviennent pour des débits inférieurs à 35 m³/s, il n'y a pas eu de difficulté en 2023.

Il est rappelé que la production de 1 kWh d'origine nucléaire représente un impact carbone de 4 g de CO₂ (contre 40 g pour le solaire, 500 g pour le gaz, 1 kg pour le charbon).

2.5- Implication sur le territoire :

La centrale nucléaire de Dampierre fait vivre environ 2 000 familles aux alentours (1 400 salariés EDF + 600 prestataires permanents), et jusqu'à 3 000 intervenants pendant les arrêts de tranche (notamment les VD).

Le CNPE s'acquitte de 60 M€ de taxes et impôts par an, dont environ la moitié est reversée au territoire.

En 2023, EDF a investi pour 54,4 M€ de commandes aux entreprises de la région, dont 10,6 M€ auprès d'entreprises du Loiret.

Par ailleurs, le CNPE recrute en permanence : 76 nouveaux salariés ont été embauchés en 2023, pour un objectif de plus de 100 salariés. Des conventions ont été passées avec le monde éducatif (lycées, écoles d'ingénieurs...) afin que les formations répondent bien aux besoins d'EDF, mais les liens avec les écoles du secteur sont à renforcer pour pourvoir tous les postes vacants.

49 nouveaux alternants ont été intégrés en 2023, ce qui permet de professionnaliser les jeunes et de les recruter ensuite le cas échéant.

Enfin, des partenariats locaux historiques et culturels sont passés par le CNPE.

2.6- Programme industriel :

Le programme industriel pour l'année 2024 est très dense :

- Visite partielle de la tranche n°2 (en cours), pour une durée de 85 jours,
- Fin de la VD4 pour la tranche n°3 prévue pour début mars,
- Arrêt pour simple rechargement (ASR*) de la tranche n°1 : démarrage prévu en mai pour 40 jours d'arrêt environ,
- VD4 de la tranche n°4 : démarrage prévu le 13 juillet, pour 180 jours d'arrêt.

Par ailleurs, 2 évaluations sont prévues en 2024 :

- Une évaluation WANO (Peer Review) par des exploitants issus d'autres pays : inspection menée en janvier-février 2024 (terminée),
- Une inspection spécifique de l'ASN (inspection de revue) programmée du 10 au 14 juin 2024.

Les objectifs du CNPE pour 2024 sont de produire 20,5 TWh (production plus faible qu'en 2023 du fait du programme industriel chargé), de réussir les 4 arrêts de tranches et de poursuivre les embauches (111 recrutements prévus en 2024, dont 28 déjà réalisés).

Echanges avec les participants :

✓ Danielle COURDEAU (ACIRAD Centre-Val de Loire) note que les cyberattaques représentent un problème important de sécurité. Or il a été indiqué dans la presse qu'EDF confierait une partie de ses données numériques à Amazon ; elle s'inquiète alors des problèmes de sécurité que cela pourrait engendrer.

Laurent BERTHIER (EDF) explique que l'enjeu des cyberattaques est pris très au sérieux par EDF et précise qu'il y a une déconnexion complète entre le système de pilotage des installations et le réseau Internet. Néanmoins, les ordinateurs des salariés EDF sont connectés à Internet, comme dans toute entreprise.

L'information publiée par le Canard Enchaîné fait référence au travail mené par EDF sous l'angle de l'intelligence artificielle avec Amazon : des essais sont en cours pour traiter notamment la gestion des pièces de rechange, mais ces essais n'ont aucun enjeu sur le pilotage de la centrale.

✓ Christian BRAUX (Conseil départemental du Loiret) demande quel est le pourcentage des dépenses d'investissement réalisées auprès des entreprises du Loiret et si ce pourcentage peut être augmenté. Il souhaite également savoir combien de temps dure une opération de rechargement de combustible.

Laurent BERTHIER explique qu'une visite décennale représente un investissement de 250 M€. Les gros contrats sont globalisés au niveau national. La part dépensée dans le département est d'environ 10 M€, et EDF a la volonté d'aller plus loin et d'accompagner les entreprises qui hésiteraient à venir travailler dans une centrale nucléaire par peur de la complexité d'accès.

Il précise ensuite qu'un rechargement de combustible (soit le changement de 155 éléments combustibles) dure de 40 à 45 heures environ.

3/ Rapport d'activité 2023 de la CLI et budget 2024

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI

3.1- Rapport d'activité 2023 :

Au cours de l'année 2023, l'assemblée plénière de la CLI s'est réunie à 3 reprises (09 mars, 13 juin et 16 novembre). La dernière réunion plénière était une réunion publique, dédiée au réchauffement climatique et à son impact sur les centrales nucléaires.

Le Bureau de la CLI, composé d'au moins 1 représentant de chaque collège et chargé d'organiser le fonctionnement de la CLI, s'est réuni 3 fois en 2023 (en janvier, mai et septembre).

Le renouvellement de la composition de la CLI, initiée en 2022, a été officialisée par la signature de l'arrêté portant composition et nomination des membres de la CLI le 18 avril 2023.

A la suite de ce renouvellement complet des membres de la CLI, la composition du Bureau a également été renouvelée et officialisée le 19 juin 2023.

En 2023, l'avis de la CLI a été sollicité concernant les dispositions proposées par EDF dans le cadre des 4^e réexamens périodiques des réacteurs n°1 et 2.

Ces dispositions ont été étudiées lors d'une réunion en juin d'un groupe de travail spécifique composé de membres de la CLI volontaires. Un projet d'avis a ensuite été transmis à l'ensemble de la CLI, et l'avis définitif a été rendu le 10 juillet 2023.

La CLI s'est également mobilisée lors de l'enquête publique organisée sur ce sujet : en particulier, le Vice-Président de la CLI a participé aux réunions publiques pour apporter un éclairage en tant que de besoin.

Plusieurs membres de la CLI ont participé à des réunions organisées au niveau national par les partenaires habituels de la CLI (ANCCLI*, ASN*, IRSN*...) et à divers groupes de travail : assemblée générale de l'ANCCLI, 35^{ème} conférence des CLI, groupes de travail thématiques, sessions de formation / information...

En particulier, la CLI de Dampierre participe, en lien avec l'ASN et la Chambre de Métiers du Loiret, au groupe de travail du CODIRPA* dédié à la résilience des artisans-commerçants. Deux réunions d'information ont ainsi été organisées les 29 et 30 juin à destination des artisans-commerçants du périmètre 5 km autour de la centrale.

Dans le cadre de la journée nationale de la résilience, une visite « environnement » a été organisée le 12 octobre pour les membres de la CLI, lors de laquelle les chimistes de la centrale ont pu expliquer les modalités de mesures et contrôles de l'environnement immédiat du CNPE.

Une mesure de la radioactivité ambiante a également été menée le 13 octobre et mise en ligne à midi sur le site OpenRadiation, de manière concomitante avec d'autres CLI au niveau national.

Enfin, la CLI était partie prenante du projet d'une grande journée de la résilience qui devait se tenir le 18 octobre au CNPE de Dampierre, associant EDF national, l'IRSN, l'ASN. Cette manifestation a toutefois dû être annulée quelques jours avant, du fait du contexte national de menace terroriste.

3.2- Budget réalisé en 2023 :

La majeure partie des dépenses réalisées en 2023 ont été liées au temps passé pour l'animation de la CLI (environ 0,2 ETP*) et pour les activités annexes (comptabilité, communication...), pour un montant total d'environ 15 000 € (salaires chargés).

Aucun frais d'affranchissement n'a été dépensé en 2023 car aucun envoi papier n'a eu lieu. Des coûts liés aux photocopies et à la téléphonie ont représenté environ 45 € (montant lié au poste de la chargée de mission de la CLI, au prorata du temps dédié à la CLI).

Comme chaque année, la CLI s'est acquittée de la cotisation à l'ANCCLI à hauteur de 1 000 €.

Les frais liés à la logistique des réunions (accueil-café, service) se sont élevés à 130 €. Aucun frais de location de salle n'a été dépensé, les salles ayant été gracieusement mises à disposition de la CLI par les communes accueillantes en 2023.

Il est rappelé que les membres de la CLI peuvent se faire rembourser les frais qu'ils ont engagés pour se rendre aux différentes réunions de la CLI (séances plénières, formations, groupes de travail...). En 2023, la CLI a ainsi remboursé des frais de déplacement à ses membres pour un montant total de 817 €.

En ce qui concerne les réunions, les frais engagés par la CLI se sont élevés à :

- 46 € pour les réunions organisées avec l'ASN dans le cadre du CODIRPA (pour l'accueil-café) ;
- près de 2 200 € pour la réunion publique du 16 novembre (environ 1 000 € pour l'impression et le routage des affiches et flyers, environ 1 000 € pour l'intervention du cabinet Carbone 4, 44 € pour l'accueil-café et 129 € pour l'agent de sécurité).

Concernant les recettes, la CLI a reçu en 2023 une subvention de la part de l'ASN à hauteur de 5 000 €.

3.3- Budget prévisionnel pour 2024 :

Le budget prévu pour 2024 est du même ordre que celui proposé en 2023, avec quelques ajustements pour coller au plus près de la réalité des dépenses réalisées les années précédentes. Ce budget représente un total de 25 000 € pour l'année 2024, l'essentiel étant lié aux dépenses de personnel (principalement le temps passé par la chargée de mission de la CLI pour l'animation de la CLI ainsi que pour le montage et le suivi des projets). Une ligne spécifique, ajoutée depuis 2023, est dédiée à l'organisation de projets ou manifestations dans le cadre de la journée de la résilience. Une ligne supplémentaire a été ajoutée pour permettre la rémunération éventuelle des intervenants extérieurs lors des réunions plénières, l'intervention du cabinet Carbone 4 ayant été très appréciée lors de la réunion publique de novembre 2023.

Les autres postes de dépenses restent les mêmes, pour des montants similaires à 2023 (cotisation ANCCLI, affranchissement / téléphonie, frais de déplacement, logistique des réunions...).

Comme pour l'année passée, une subvention sera sollicitée auprès de l'ASN pour un montant de 5 000 €.

Après validation et signature par le Président de la CLI, le rapport d'activité 2023 ainsi que le budget prévisionnel 2024 seront consultables sur le site Internet de la CLI à l'adresse : <https://www.loiret.fr/les-activites-de-la-cli-de-dampierre>.

Pour finir, les dates prévisionnelles des prochaines séances plénières de la CLI pour l'année 2024 sont indiquées :

- **Mardi 25 juin 2024** à 14h00 (à Dampierre-en-Burly)
- **Jeudi 07 novembre 2024** à 18h00 (à Dampierre-en-Burly - réunion publique)

4/ Bilan des inspections de l'ASN en 2023

M. Christian RON – Chef du Pôle REP – ASN

En préambule, Jacques MESAS présente Mme Albane FONTAINE, nouvelle cheffe de la division d'Orléans de l'ASN en remplacement de Monsieur NEVEU.

4.1- Bilan des contrôles en 2023 :

En 2023, 71 événements significatifs ont été déclarés par EDF à l'ASN, dont 6 ESS* de niveau 1. Ces résultats sont en amélioration par rapport à 2022, mais le niveau n'est pas encore revenu dans les standards des résultats du site au cours des années 2018-2021 (au cours desquelles une quarantaine d'événements par an étaient déclarés).

L'ASN précise que les chiffres peuvent varier entre ceux affichés par l'ASN et ceux avancés par EDF, car la période de scrutation de l'ASN s'étend du 1^{er} octobre de l'année N au 30 septembre de l'année N+1, tandis qu'EDF comptabilise les événements sur une année civile.

Le nombre d'événements est un indicateur de la performance d'un site, mais il est toutefois à prendre avec précaution : un faible nombre de déclarations pourrait provenir d'un manque de transparence de la part du site, et à l'inverse un site dont les ingénieurs sûreté sont très performants peut être amené à déclarer davantage d'événements.

Il est précisé que le nombre d'événements de niveau 0 a également diminué en 2023 (le suivi de ces événements, qui sont de fait en-dessous de l'échelle INES*, constitue une particularité française, car dans les autres pays les événements de niveau 0 ne sont pas comptabilisés).

En 2023, l'ASN a réalisé 34 inspections, pour un total de 46 jours de terrain, ce qui représente un volume conséquent du fait de l'activité du site : il existe en effet un programme spécifique d'inspections à mener au cours des 4^e visites décennales, de ce fait il y a plus d'inspection les années où des VD4 sont menées sur le site.

Il est rappelé que certaines inspections durent plusieurs jours : en 2023, une même inspection a ainsi couvert 7 jours de terrain. Par ailleurs, ce décompte n'intègre pas le fait que des inspections peuvent être réalisées conjointement par plusieurs inspecteurs, ce qui correspond donc à plusieurs jours/hommes d'inspections.

Par ailleurs, plus le nombre d'inspections est important, plus le nombre de demandes à l'exploitant est élevé. L'ASN peut alors faire en sorte de prioriser les demandes afin de ne pas saturer l'exploitant pour ne pas freiner son fonctionnement.

Concernant la tranche 3, l'ASN remarque que c'est la première fois qu'une VD4 se déroule aussi bien, en termes de tenue des délais prévus, parmi toutes celles qui ont été réalisées sur les 4 sites du Val de Loire, sans que des activités soient retirées. Est également souligné le travail remarquable mené par les équipes EDF lors de cet arrêt pour notamment respecter les délais.

Pour cette tranche, l'autorisation de divergence devrait intervenir rapidement, dans les délais prévus.

4.2- Forces et faiblesses identifiées :

D'une manière générale, les améliorations constatées par l'ASN en 2023 correspondent aux points faibles qui avaient été identifiés les années précédentes :

- Amélioration de la gestion des moyens particuliers mis en place de manière temporaire ;
- Planification des essais périodiques selon une périodicité adéquate ;
- Bon état général des équipements sous pression ;

- Bon taux d'intégration du prescriptif de maintenance (site à la 2^e place du parc), alors que les modifications à intégrer lors des VD4 sont nombreuses ;
- Le CNPE de Dampierre fait partie des sites les mieux placés en termes de rejets d'acide borique ;
- Amélioration significative de la conformité des rejets liquides (notamment sur les paramètres cuivre et zinc grâce au changement des tubes du condenseur de la tranche 2) ;
- Amélioration de la gestion du risque microbiologique grâce à la mise en place d'un traitement adapté pour les légionelles : aucun dépassement du seuil de rejet en légionelles n'a été déclaré en 2023 ;
- Très peu de déclenchements des portiques C2 (portiques de détection des personnels à la sortie de la zone contrôlée) : le taux de déclenchement de ces portiques à Dampierre compte parmi les plus bas du parc, ce qui indique que les interventions ont été menées correctement et que les locaux ont été maintenus propres ;
- Diminution du nombre d'alarmes de débit de dose ;
- Baisse du nombre d'événements significatifs de radioprotection (8 ESR* déclarés en 2023 contre 15 en 2022).

En revanche, des faiblesses ont été constatées par l'ASN :

- Une application des fondamentaux de conduite à améliorer, mais en sachant qu'un problème déclaré en conduite peut être lié à une action mal menée au niveau de la maintenance ;
- Des faiblesses en formation et compétences du côté conduite et services de maintenance ;
- Une fragilité particulière des diesels des tranches 3 et 4 encore inexpliquée ;
- Un nombre élevé d'événements fortuits de groupe 1, pour la plupart sans conséquence et corrigés dans les délais ;
- Le prescriptif de maintenance n'est pas toujours repris exhaustivement dans les gammes opératoires, ce qui pourrait être à l'origine des événements de groupe 1 ;
- Indisponibilité de certains réservoirs d'entreposage d'effluents : il n'y a pas eu de difficulté pendant l'été 2023 grâce au maintien du débit de la Loire à l'aide des barrages de Naussac et Villerest, mais ces réservoirs sont nécessaires pour lisser les rejets en cas de faible débit de la Loire ;
- Le nombre de points chauds détectés sur la voirie fait partie des plus élevés du parc (voirie interne du site) ;
- Une vigilance accrue est nécessaire concernant la gestion, le suivi et l'entretien du balisage zone orange, qui sert à prévenir les intervenants qu'ils entrent dans une zone avec un débit de dose significatif ;
- Faible taux de traitement des points chauds : les actions particulières à mener ne dépendent pas spécifiquement du site mais une action particulière sera menée sur Dampierre 4 en 2024.

4.3- Programme 2024 :

Une inspection de revue par l'ASN est prévue du 10 au 14 juin 2024, pilotée par l'inspecteur en chef de l'ASN.

L'inspection sera menée par 8 inspecteurs provenant d'autres divisions de l'ASN, accompagnés de 4 inspecteurs de la division d'Orléans : l'objectif est d'avoir une vision extérieure, de croiser les regards entre des secteurs différents.

L'inspection sera menée selon 4 thèmes « classiques » : management de la sûreté, conduite, maintenance, gestion des écarts / modifications.

Ces 4 thèmes seront inspectés chaque jour de l'inspection, par une équipe différente. Un expert de l'IRSN accompagnera chaque équipe lors de l'inspection.

Chaque soir, un partage des constats sera effectué entre les équipes.

Le dernier jour de l'inspection sera consacré à l'étude de documents et au partage des constats (regards croisés). Puis une synthèse sera faite avec le CNPE et l'ensemble des participants.

A l'issue de l'inspection, une lettre de suite sera transmise au CNPE et publiée sur le site Internet de l'ASN.

Echanges avec les participants :

✓ Danielle COURDEAU (ACIRAD Centre-Val de Loire) demande la signification des termes « portique » et « point chaud ».

Christian RON (ASN) explique que les portiques sont des structures équipées de détecteurs permettant de détecter une contamination externe voire interne. Il en existe 3 sortes : portiques C1, C2 et C3, du plus proche au plus éloigné du réacteur.

Le portique C2 est situé en sortie de la zone contrôlée, il détermine si la personne qui sort est elle-même contaminée (et non pas ses habits ou équipements). Le portique C3 sert à s'assurer qu'aucune contamination ne sort du site. Il existe aussi des portiques C3 pour les camions, afin de s'assurer que le camion (et sa remorque) qui sort du site n'est pas contaminé.

Un point chaud est lié à des dépôts à l'intérieur d'un circuit : en général, ce sont les produits de corrosion qui s'accumulent et qui libèrent des rayonnements gamma de forte énergie. Ces dépôts deviennent dosant à l'extérieur du circuit et peuvent impacter les personnels qui travaillent à proximité. L'objectif est d'éviter et de supprimer ces points chauds.

✓ Michel LUPART (AEPN) demande si les 8 ingénieurs sûreté d'EDF, qui relèvent hiérarchiquement du directeur de la centrale, ont une relation avec l'ASN.

Christian RON précise que l'ASN inspecte le travail de ces ingénieurs, pour s'assurer que leur positionnement sur les événements est cohérent et que la décision finale du site est cohérente.

✓ Michel LUPART demande si ces postes sont fixes ou si les personnels tournent sur différents sites afin de comparer et d'homogénéiser les pratiques.

Laurent BERTHIER (EDF) explique qu'il ne s'agit pas de postes « tournants » mais que des évaluations sont réalisées par le niveau national d'EDF afin de mesurer la performance de la filière indépendante de sûreté.

Christian RON ajoute que chaque inspecteur de l'ASN doit faire, tous les ans, une inspection sur un autre site que ceux de son secteur. L'organisation est différente de celle d'EDF, mais dans les deux cas il existe des regards croisés.

Il ajoute que le niveau d'exigence des ingénieurs sûreté peut aussi être dicté par le directeur du site.

5/ La gestion des déchets nucléaires et conventionnels au CNPE de Dampierre-en-Burly

M. Laurent BERTHIER – Directeur du CNPE

Une équipe dédiée travaille, à la centrale de Dampierre, sur la gestion des déchets nucléaires. L'ASN regarde cette question de près également.

5.1- Les différents types de déchets dans une centrale nucléaire :

Le cadre réglementaire distingue d'un côté les déchets conventionnels (déchets issus de l'alimentation, papier, gravats...) et d'un autre côté les déchets radioactifs (tout ce qui est entré en zone nucléaire et qui n'a pas vocation à être réutilisé est considéré comme un déchet nucléaire).

Les **déchets conventionnels** sont des déchets non radioactifs de 3 sortes :

- Déchets non dangereux (papier, gravats, alimentation...),
- Déchets inertes (minéraux),
- Déchets dangereux : produits inflammables, comburants, toxiques, explosifs, avec un risque pathogène...

Une déchèterie est présente sur le site de la centrale pour permettre le tri des déchets conventionnels.

En 2023, 8 260 tonnes de déchets conventionnels ont été expédiées vers des centres de traitement (764 expéditions), dont certaines dans des filières de valorisation du territoire. Ainsi, plus de 95% des déchets conventionnels sont valorisés.

Les **déchets radioactifs** sont caractérisés :

- par leur **activité** (nombre de désintégrations par seconde, mesuré en Bq*). En fonction du nombre de Bq par gramme, le déchet sera classé à haute, moyenne, faible ou très faible activité ;
- par leur **période** : l'activité d'un déchet radioactif diminue dans le temps selon une périodicité propre à chaque élément. La période correspond au temps nécessaire à cet élément pour perdre la moitié de son activité. Au bout de 10 fois la période, l'activité du produit radioactif est proche de 0. Selon leur période, les déchets sont classés à vie très courte (période < 100 jours), à vie courte (période entre 100 jours et 31 ans) ou à vie longue (période > 31 ans).

5.2- Classification et gestion des déchets radioactifs :

La réglementation classe les déchets nucléaires en fonction de leur période et de leur activité, et impose des filières de gestion associées à ces critères (gestion par décroissance radioactive, stockage de surface, stockage géologique profond).

La réglementation définit ainsi 5 catégories de déchets radioactifs :

- **Déchets à très faible activité** (TFA* : < 100 Bq/g) : il s'agit essentiellement de gravats, de déchets métalliques
→ Ces déchets sont conditionnés en big bags et envoyés sur le site géré par l'ANDRA* à Morvilliers pour être stockés ;
- **Déchets de faible et moyenne activité à vie courte** (FMA-VC* : de quelques centaines à 1 million de Bq/g) : il s'agit de filtres, joints, matériels de maintenance utilisés dans la zone nucléaire, EPI* de la zone contrôlée (gants, blouses...)
→ Ces déchets sont conditionnés en fûts ou en coques de béton puis expédiés sur le site de l'ANDRA à Soulaines ou envoyés sur le site CENTRACO d'EDF (près de Marcoule) pour subir un traitement particulier permettant de diviser par 10 le volume des déchets par incinération ;
- **Déchets de faible ou de moyenne activité à vie longue** (FA-VL* et MA-VL*) : il s'agit de déchets de graphite, paratonnerres, déchets activés... que l'on ne retrouve pas à la centrale de Dampierre ;
- **Déchets de haute activité** (HA* : plusieurs milliards de Bq/g) : il s'agit de déchets issus du combustible utilisé
→ Ces déchets sont vitrifiés et envoyés pour entreposage sur le site de La Hague géré par ORANO. Ces déchets représentent très peu de volume : l'équivalent d'une piscine olympique pour l'ensemble des déchets HA produits par toutes les centrales nucléaires depuis le lancement de cette filière.

5.3- Déchets de très faible activité - TFA :

Il s'agit principalement de déchets inertes (béton, gravats, terre) et de déchets métalliques ou plastiques qui se sont trouvés en zone nucléaire, mais qui présentent très peu de débit de dose. Ces déchets sont envoyés, en casiers ou en big bags, au centre CIREs* géré par l'ANDRA dans l'Aube (Morvilliers).

Le site de Dampierre dispose d'une aire TFA pour le stockage temporaire sur site de ces déchets avant envoi au CIREs. 241 colis de ce type ont été expédiés par le CNPE de Dampierre en 2023.

Actuellement, un travail est mené par EDF pour implanter un technocentre à Fessenheim afin de réutiliser dans une filière normale ces déchets présentant une très faible dose.

5.4- Déchets de faible et moyenne activité à vie courte – FMA-VC :

Ces déchets, dont la période est < à 31 ans, sont expédiés dans des coques en béton ou des fûts métalliques vers le centre de stockage de l'Aube à Soulaines, exploité par l'ANDRA. 266 colis de ce type ont été envoyés dans ce centre par le CNPE de Dampierre en 2023.

Les déchets sont compactés avant leur mise en fût afin de gagner de la place. Ceux stockés en coque sont noyés dans le béton directement sur le site de Dampierre.

A Soulaines, les coques en béton sont stockées sur plusieurs rangs, avec ajout de gravillons entre les coques en fin de remplissage pour stabiliser l'ensemble. Les fûts sont stockés par couches, chaque couche étant bétonnée avant la mise en place d'une nouvelle couche.

La surveillance des déchets sur le site est prévue pendant 300 ans, soit environ 10 fois la période maximale des déchets stockés.

Lorsque les déchets FMA-VC ne sont pas envoyés directement à Soulaines, ils sont expédiés sur le site CENTRACO à côté de Marcoule, filiale à 100% d'EDF, qui permet une réduction importante du volume des déchets par fusion (pour les métaux) ou réduction en cendre par incinération : réduction de 97% du volume par incinération, réduction du volume d'un facteur 10 à 15 pour la fusion.

EDF envoie dans ce centre tous les déchets qui peuvent y être traités, afin de réduire au maximum le volume de déchets à stocker : 2 069 colis ont ainsi été expédiés à CENTRACO par le CNPE de Dampierre en 2023.

Les déchets ultimes, après traitement, sont remis en coques et envoyés au centre de Soulaines pour stockage.

5.5- Déchets de haute activité à vie longue – HA-VL :

Cette famille de déchets est essentiellement constituée de combustible usé.

Un assemblage de combustible pèse environ 700 kg pour 4 m de haut et est composé de pastilles d' U_{235} à 4% environ.

Le combustible est exploité pendant 3 ans, puis il est sorti du réacteur et entreposé en piscine pendant 1 à 2 ans pour y être refroidi (élimination de l'énergie résiduelle).

Il est ensuite évacué, dans un château de plomb muni d'ailettes permettant d'évacuer la chaleur, vers le site de La Hague. Un équipement de ce type permet d'évacuer 12 assemblages combustibles (le cœur d'un réacteur contenant 155 assemblages).

Le centre de La Hague assure le recyclage du combustible usé. 96% du combustible est ainsi recyclé : l'Uranium et le Plutonium sont extraits et réutilisés pour faire du combustible MOX*, qui est à nouveau utilisé dans certains réacteurs des centrales nucléaires (28 réacteurs en France utilisent du combustible « moxé »).

Les 4% non recyclables (déchets ultimes) sont vitrifiés, conditionnés dans des conteneurs en inox et stockés sur site à La Hague.

Pour ces déchets, un projet est actuellement en cours pour la mise en œuvre d'un centre de stockage profond (projet CIGEO*) : un laboratoire a été construit à Bure, sur un site à la limite de la Meuse et de la Haute-Marne.

La reconnaissance d'utilité publique du projet CIGEO a été actée par décret en 2022, la demande d'autorisation de création a été déposée par l'ANDRA en 2023. Les travaux du centre devraient démarrer en 2027 pour commencer à stocker les déchets à partir de 2040.

Le stockage se fera en couche profonde, géologiquement très stable, à une profondeur d'environ 500 à 600 m. Le système a été conçu pour être réversible.

Echanges avec les participants :

✓ Danielle COURDEAU (ACIRAD Centre-Val de Loire) demande si le Plutonium utilisé dans les armements provient de La Hague.

Laurent BERTHIER (EDF) explique que le Plutonium de La Hague n'est pas utilisé pour faire des armes : il s'agit d'une filière complètement différente (en France, les filières civiles et militaires sont séparées).

✓ Danielle COURDEAU demande quels sont les déchets qui sont stockés dans le nord de la Russie.

Laurent BERTHIER explique que l'Uranium qui est séparé à La Hague n'est pas assez enrichi en U₂₃₅ et est envoyé dans une filière d'enrichissement en Russie pour pouvoir être utilisé à nouveau comme combustible. Il ne s'agit donc pas de stockage de déchets.

✓ Michel LUPART (AEPN) s'inquiète de la dépendance vis-à-vis de la Russie et demande si la capacité d'approvisionnement en Uranium enrichi ne risque pas d'être remise en cause.

Laurent BERTHIER rappelle que seules quelques tranches en France utilisent le combustible MOX. Néanmoins, cette question d'enrichissement du combustible va être un enjeu à l'avenir si l'on souhaite développer l'utilisation de combustible recyclé.

✓ Michel LUPART demande où en est la recherche sur les réacteurs à neutrons rapides.

Laurent BERTHIER indique que plusieurs pays se sont lancés dans cette filière (Chine, Russie), qui permet d'utiliser les déchets nucléaires et de disposer de Plutonium (à des fins civiles ou militaires). En France, les projets dans ce domaine (Phénix, Superphénix et Astrid) ont été arrêtés ; on ne travaille donc plus sur ce type de réacteurs en France. Néanmoins, des start-ups travaillent sur des nouveaux types de réacteurs, dont les réacteurs à neutrons rapides. Par ailleurs, des efforts ont été engagés au niveau national sur le processus de fusion (projet ITER*).

✓ Mary-Bridget FOUCHER (ACIRAD Centre-Val de Loire) demande si le transport des déchets est effectué par voie de chemins de fer.

Laurent BERTHIER explique que le transport se fait par la route (pour les déchets FMA-VC) ou par la route jusqu'à Nevoiy puis par chemin de fer de Nevoiy jusqu'à La Hague (pour les déchets combustibles de haute activité).

Christian RON (ASN) ajoute que l'ASN dispose d'une inspectrice spécialiste du transport. Les transports de déchets radioactifs font aussi l'objet d'inspections particulières par l'ASN.

Laurent BERTHIER précise qu'EDF dispose également d'un conseiller transport sur le site de Dampierre, qui détient des qualifications et des compétences spécifiques.

✓ Michel LUPART demande si EDF est confronté à des blocages par des activistes lors des transports.

Laurent BERTHIER explique que les transports de déchets radioactifs sont suivis et accompagnés par les forces publiques. Des prérequis sont nécessaires avant de lancer un convoi de déchets radioactifs : le risque de blocages en fait partie, mais également les conditions climatiques.

✓ Magali SAUTREUIL (Conseil régional Centre-Val de Loire) demande quel est le pourcentage de MOX utilisé à Dampierre et si cela a un impact sur la radioactivité des déchets. Elle souhaite également savoir si un travail sur la prévention est mené avec les communes, notamment dans la rédaction du DICRIM*. Enfin, elle souhaite savoir si le dérèglement climatique, et notamment le manque d'eau, a un impact sur les centrales nucléaires et comment cela a été anticipé par EDF.

Laurent BERTHIER explique que la manière d'exploiter un réacteur est la même que celui-ci fonctionne avec du combustible standard ou avec du combustible MOX. En revanche, l'accompagnement des convois de combustible est différent : le MOX contenant du Plutonium, il est soumis à des règles spécifiques et fait l'objet d'une surveillance rapprochée.

Concernant le DICRIM, Christian RON (ASN) explique que la rédaction de ce document incombe aux élus des communes concernées. Les communes dont certains élus connaissent la problématique du nucléaire peuvent rédiger eux-mêmes le DICRIM (cas de Jouy-le-Potier). Il ajoute qu'il est important de prendre en compte la question du transport routier des matières radioactives.

Concernant le combustible MOX, il précise qu'il est nécessaire d'ajouter des éléments spécifiques aux réacteurs pour qu'ils puissent utiliser du MOX. Une fois ces modifications apportées, la conduite des réacteurs est en effet la même qu'avec du combustible classique. Toutefois, certains réacteurs ne pourront jamais recevoir de MOX car ils ne disposent pas de suffisamment de place pour ajouter les éléments nécessaires (grappes de contrôle).

✓ Mary-Bridget FOUCHER (ACIRAD Centre-Val de Loire) s'inquiète des dangers potentiels liés à l'incinération de déchets radioactifs à Marcoule.

Laurent BERTHIER précise que la ventilation à CENTRACO est bien contrôlée, qu'il existe des filtres au niveau de la ventilation pour qu'il n'y ait pas d'impact sur l'air extérieur et que les cendres d'incinération sont gérées comme des déchets et envoyées en stockage sur le site de Soulaing.

6/ Point sur le projet de loi sur la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

M. Michel TINDILLERE – Vice-Président de la CLI

Dans un premier temps, Michel TINDILLERE présente l'exposé des motifs du projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire (cf. annexe 2).

Il détaille ensuite le contenu des 18 articles que comporte le projet de loi.

La CLI de Dampierre a été contactée par l'intersyndicale de l'IRSN début 2024. Une réunion en visioconférence a eu lieu entre l'intersyndicale et le Bureau de la CLI le 06 février 2024, au cours de laquelle les membres de l'intersyndicale ont notamment présenté leurs craintes et leurs arguments contre le projet de loi tel qu'il est prévu (cf. annexe 2).

Concernant le calendrier parlementaire, Albane FONTAINE (ASN) précise que ce projet de loi a été voté au Sénat le 13 février 2024 et a reçu un vote favorable. Il est désormais à l'étude de la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée Nationale.

7/ Questions diverses

Aucune question diverse n'a été posée par les participants.

A Orléans le 22 MARS 2024

Le Président de la Commission
Locale d'Information

Jacques MESAS



ANNEXES

1/ Lexique des sigles utilisés

Les mots du compte-rendu suivis d'une * sont définis ci-dessous :

AAR : Arrêt Automatique de Réacteur
ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information
ANDRA : Agence Nationale pour la gestion des Déchets RADioactifs
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement
Bq : Becquerel (unité d'activité)
CIGEO : Centre Industriel de stockage GEOlogique (projet de centre de stockage des déchets radioactifs à vie longue en couche géologique profonde)
CIRES : Centre Industriel de Regroupement, d'Entreposage et de Stockage (site de stockage pour les déchets TFA)
CNPE : Centre Nucléaire de Production d'Electricité
CODIRPA : COMité DIRecteur pour la gestion de la phase Post-Accidentelle d'un accident nucléaire
DICRIM : Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
EPI : Equipement de Protection Individuel
ESR : Evénement Significatif Radioprotection
ESS : Evénement Significatif Sûreté
ETP : Equivalent Temps Plein
FA-VL déchet radioactif de Faible Activité à Vie Longue
FMA-VC : déchet radioactif de Faible et Moyenne Activité à Vie Courte
HA : déchet radioactif de Haute Activité
INES : International Nuclear and radiological Event Scale (échelle internationale des événements nucléaires et radiologiques)
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
ITER : International Thermonuclear Experimental Reactor (projet de réacteur expérimental international de fusion nucléaire, implanté à Cadarache)
MA-VL : déchet radioactif de Moyenne Activité à Vie Longue
MOX : combustible nucléaire recyclé à base d'oxyde mixte d'Uranium et de Plutonium
Peer Review : Evaluation par les pairs
PSPG : Peloton Spécialisé de Protection de la Gendarmerie
TFA : déchet radioactif de Très Faible Activité
Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail = (nb d'accidents avec et sans arrêt / nb d'heures travaillées) * 1 000 000 (salariés EDF et prestataires)
TWh : TéraWatt-Heure (= 1 000 000 000 kWh)
VD4 : 4^{ème} Visite Décennale
VP : Visite Partielle

2/ Projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire

Exposé des motifs du projet de loi :

Le Gouvernement français a fait le choix de relancer la filière nucléaire française (loi du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires). Cette relance se concrétise par :

- La construction de 3 paires de réacteurs EPR2 et la mise à l'étude de 8 unités supplémentaires ;
- Le maintien d'un niveau de sûreté pour les 56 réacteurs nucléaires existants, tout en relevant le défi de la poursuite de leur fonctionnement jusqu'à 60 ans, voire au-delà ;
- Le développement de nouveaux petits réacteurs modulaires ou avancés ;
- La poursuite de la recherche et de l'innovation (projet ITER de fusion nucléaire, réacteur de recherche Jules Horowitz, installations de recherche du CEA...) ;
- Le renforcement de l'ensemble du cycle nucléaire par la construction de nouvelles capacités d'entreposage et de stockage des déchets nucléaires et, potentiellement, de nouvelles usines de fabrication et de retraitement du combustible.

Ces projets nécessitent de disposer de suffisamment de personnel qualifié pour les mener à bien dans un cadre de sûreté nucléaire très élevé (charge et complexité du travail accrues).

Le projet de loi entend répondre à cette nécessité en réorganisant la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, tout en garantissant les exigences suivantes :

- Amélioration de l'efficacité des procédures en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection ;
- Indépendance de l'Autorité vis-à-vis des exploitants nucléaires et du Gouvernement ;
- Transparence renforcée vis-à-vis du public ;
- Attractivité des métiers pour garantir des compétences et une expertise d'excellence.

L'évolution proposée par le Gouvernement repose sur la mise en place d'une autorité indépendante de sûreté nucléaire civile et de radioprotection, l'ASNR, qui réunit les activités de l'ASN et de l'IRSN sous un statut d'autorité administrative indépendante.

Cette évolution doit permettre de répondre aux attentes en termes de délais et d'efficacité des processus d'expertise, d'instruction, d'autorisation et de contrôle.

La réforme vise à fluidifier les processus d'instruction, renforcer le partage des informations et des données, assurer un meilleur alignement des priorités et permettre à la future Autorité de bénéficier d'une autonomie plus grande pour exercer ses missions.

La nouvelle Autorité représentera un interlocuteur unique et indépendant, regroupant des compétences rares en une seule autorité au lieu de les dupliquer comme aujourd'hui.

Le projet de loi se compose de 18 articles dont les contenus principaux sont les suivants :

- **Article 1^{er}** : institue la future ASNR, regroupant les activités de contrôle, expertise, recherche et formation actuellement opérées par l'ASN et l'IRSN, hormis :
 - o L'expertise nucléaire de défense, qui sera transférée au Ministère de la Défense,
 - o Les activités relatives à la fourniture et à l'exploitation de dosimètres, qui seront transférées au CEA.
- **Article 2** : prévoit la séparation entre l'instruction / l'expertise / la recherche d'une part et la prise de décisions par le collège de l'Autorité d'autre part (séparation qui sera inscrite dans le règlement intérieur de l'Autorité).

Cet article prévoit également la transparence des décisions et positions prises par le collège de l'Autorité, lesquelles seront rendues publiques.

- **Article 3** : assure la continuité d'un certain nombre d'activités actuellement exercées par l'IRSN (formation, certification, gestion de bases de données...).
- **Article 4** : développement de la transparence et renforcement de l'association du public, en lien avec l'OPECST et le HCTISN.
- **Article 5** : transfert des droits, biens et obligations de l'IRSN à l'ASNR.
- **Articles 6 à 11** : gestion des ressources humaines dans la nouvelles ASNR (positions statutaires, instances sociales, rémunérations, contrats de travail...).
- **Article 12** : rattachement du haut-commissaire à l'énergie atomique au Premier Ministre.
- **Article 13** : activité de recherche de l'ASNR soumise aux évaluations du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.
- **Article 14** : mise en cohérence des références à l'ASN et à l'IRSN dans les textes législatifs et réglementaires ; désignation des commissions compétentes du Parlement pour désigner le Président de la future Autorité.
- **Article 15** : entrée en vigueur du texte au 1^{er} janvier 2025 à l'exception de quelques mesures.
- **Articles 16 à 18** : permettent aux maîtres d'ouvrages de projets nucléaires (notamment EDF) de passer leurs marchés selon des modalités plus adaptées à leurs contraintes industrielles : les dispositions du Code de la commande publique, qui s'impose à EDF, sont en effet jugées parfois incompatibles avec la complexité des projets de construction de nouvelles installations nucléaires et les enjeux industriels qu'ils induisent.

Point de vue de l'intersyndicale de l'IRSN sur le projet de loi :

Principaux arguments contre le projet de loi tel qu'il est prévu :

- **Risque de dégradation de la transparence :**
 - o Regroupement de l'expert et du décideur au sein d'une même entité
 - o Limitation de la publication des avis (tous les avis ne seraient plus mis à disposition du public)
 - o Le principe d'ouverture à la société, telle que développée par l'IRSN, ne figure pas dans le projet de loi

Ceci engendre un risque de perte de confiance de la part du grand public vis-à-vis du nucléaire, or le projet de relance du nucléaire nécessiterait au contraire une large adhésion du public.

- **Risque de dégradation de la capacité d'expertise :**
 - o Mise à distance des salariés travaillant sur la sûreté (inclus dans l'ASNR) de ceux travaillant sur la sécurité / sûreté des installations nucléaires de défense (transférés au MINARM)

- Mise à distance des salariés travaillant sur la dosimétrie interne (transférés à l'ASNR) de ceux travaillant sur la dosimétrie externe (transférés au CEA)
- **Risque de déstabilisation du système de gouvernance des risques nucléaires et radiologiques** : du fait du temps nécessaire pour mettre en œuvre et stabiliser la réorganisation des services (volet RH, logiciels, mise en commun des outils...), la nouvelle entité ne sera pas pleinement opérationnelle dans un délai court, or c'est justement ce qui est souhaité dans l'exposé des motifs de la loi.

L'intersyndicale de l'IRSN rejoint le constat du Gouvernement sur la nécessité de renforcer le système de gouvernance, mais plaide pour une amélioration de l'existant plutôt que de tout réorganiser.

L'ANCCLI craint, de son côté, que cette accélération du nucléaire conjuguée à une réorganisation de la gouvernance engendre « *une baisse de vigilance et de performance sur la sûreté, qui sont les prémices d'un éventuel accident nucléaire* ».